

# DOSSIER D'ENREGISTREMENT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA DECHETERIE DE LA MONTAGNE

Commune de La Montagne (44)

**PJ n°15 : Compatibilité aux  
documents de planification**



**setec**  
énergie environnement

## 1 — Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE

Né de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil d'aménagement du territoire spécifique à chaque grand bassin hydrographique qui vise à obtenir les conditions d'une meilleure économie de la ressource en eau et le respect des milieux aquatiques, tout en assurant un développement économique et humain en vue de la recherche d'un développement durable. Les modalités de mises en œuvre sont précisées dans l'article L212 du Code de l'Environnement.

La commune de La Montagne est concernée par le **SDAGE Loire-Bretagne** qui définit pour une période de six ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne.

Le SDAGE Loire Bretagne qui couvre la période 2022-2027 a été approuvé le 18 mars 2022. Dans la continuité du SDAGE 2016-2021, le SDAGE répond à quatre questions pour atteindre un bon état des eaux :

- « Que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ?
- Comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ?
- Comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ?
- Comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ?

Les réponses à ces questions sont organisées au sein de 14 chapitres qui définissent les grandes orientations et des dispositions à caractère juridique pour la gestion de l'eau :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau dans leur bassin versant,
2. Réduire la pollution par les nitrates,
3. Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique,
4. Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides,
5. Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants,
6. Protéger la santé en protégeant la ressource en eau,
7. Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable,
8. Préserver et restaurer les zones humides,
9. Préserver la biodiversité aquatique,
10. Préserver le littoral,
11. Préserver les têtes de bassin versant,
12. Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques,
13. Mettre en place des outils réglementaires et financiers,
14. Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Plus précisément, la déchetterie doit être compatible au regard des dispositions prévues aux points 3D-2 et 3D-3 du SDAGE Loire-Bretagne :

- **3D-2 : Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales et le milieu naturel dans le cadre des aménagements :**
  - o *Si les possibilités de gestion à la parcelle sont insuffisantes (infiltration, réutilisation...), le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs des eaux pluviales*

*puis dans le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits acceptables par ces derniers et de manière à ne pas aggraver les écoulements par rapport à la situation avant aménagement. À défaut d'une étude spécifique précisant la valeur de ce débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale et pour une surface imperméabilisée raccordée supérieure à 1/3 ha.*

- **3D-3 : Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales :**

- *Les autorisations portant sur de nouveaux ouvrages permanents ou temporaires de rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel, ou sur des ouvrages existants faisant l'objet d'une modification substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement prescrivent que les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée par des macropolluants ou des micropolluants sont des effluents à part entière et doivent subir les étapes de dépollution adaptées aux types de polluants concernés. Ces rejets d'eaux pluviales sont interdits dans les puits d'injection, puisards en lien direct avec la nappe. La réalisation de bassins d'infiltration avec lit de sable est privilégiée par rapport à celle de puits d'infiltration.*

Dans le cadre du projet, les eaux pluviales ruisselant sur les voiries de la déchetterie et les toitures des bâtiments seront collectées par un ensemble d'avaloirs puis dirigées vers un bassin de régulation situé sur la parcelle du projet. Un séparateur à hydrocarbures situé en amont du bassin permettra un pré-traitement de ces eaux avant rejet dans le fossé.

Les eaux usées du local agents seront collectées et envoyées vers le réseau d'assainissement collectif de la zone.

C'est au sein d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), à l'échelle des sous- bassins versants des principaux cours d'eau, que la problématique précise d'un cours d'eau ou d'une zone géographique plus étroite est ensuite définie. La commune de La Montagne est concernée par le **SAGE Estuaire de la Loire**. Les membres de la CLE du SAGE Estuaire de la Loire ont validé le 18 février 2020 le projet de SAGE afin de le soumettre à la consultation des assemblées avant une procédure d'enquête publique. La validation finale des documents du SAGE est prévue pour décembre 2022 et il devrait entrer en vigueur en 2023.

Le SAGE révisé a mis en évidence le besoin d'approfondir les thématiques suivantes :

- La gouvernance de l'eau,
- La gestion quantitative et d'alimentation en eau potable,
- Le risque d'inondation et d'érosion du trait de côte,
- La qualité des eaux douces,
- La qualité des eaux du littoral,
- L'estuaire de la Loire,
- La qualité des milieux aquatiques,
- Le changement climatique.

Dans ce cadre, le SAGE se fixe 31 objectifs, 23 orientations, 118 dispositions et 10 règles pour maintenir ou renforcer ces thématiques.

Le respect de l'objectif de non-aggravation des risques de ruissellement fixé par le SAGE se décline à travers les Dispositions I3-1, I3-2 et I3-3 du SAGE qui indiquent que la gestion des eaux pluviales doit être intégrée dans les documents d'urbanisme afin de limiter l'imperméabilisation des sols et le respect d'un débit de fuite maximal de 3 l/s/ha pour les projets d'aménagement faisant référence au 3D-2 du SDAGE Loire Bretagne à défaut d'études spécifiques précisant la valeur de ce débit de fuite.

Dans ce cadre, le Plan local d'urbanisme métropolitain (PLUm) de Nantes Métropole a été étudié. Celui-ci indique que la déchetterie est située en Zone Prioritaire Principale (bassins pouvant générer des ruissellements vers des secteurs à forts enjeux ou des problèmes d'inondations et de sinistres ont été observés. Dans ce cadre, et pour ne pas aggraver le risque d'inondation, le ruissellement généré par une pluie cinquantennale locale doit être stocké sur l'unité foncière du projet et l'excédent d'eau n'ayant pas pu

être infiltré est soumis à une limitation de rejet à un débit de fuite maximum de 3 litres par seconde et par hectare aménagée (le débit de rejet ne peut être fixé en dessous de 1 l/s).

**Le projet de reconstruction de la déchetterie se fera en compatibilité avec le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Estuaire de la Loire ainsi que les prescriptions fixées dans le PLUM de Nantes Métropole, avec un débit de rejet de 3 l/s/ha et un bassin de régulation dimensionné pour une pluie cinquantennale locale (cf. PJ n°21a note de dimensionnement bassin).**

## 2 — Compatibilité avec le PRPGD Pays de la Loire

Les plans territoriaux d'élimination des déchets sont définis par les articles L.541-11 à L.541-15 du code de l'environnement. Ils constituent un outil afin de coordonner et programmer les actions de modernisation de la gestion des déchets à 5 ou 10 ans. Ils fixent en ce sens des objectifs de recyclage et de valorisation à atteindre, définissent à cette fin les collectes à mettre en œuvre et les créations d'équipements, déterminent les échéanciers à respecter et évaluent les investissements correspondants.

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a donné la compétence aux Conseils régionaux en matière de planification de la prévention et de la gestion des déchets. Le plan régional coordonne à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes du domaine de la prévention et de la gestion des déchets.

Le Conseil Régional des Pays-de-la-Loire a approuvé le PRPGD et son rapport environnemental associé par délibération du 17 octobre 2019.

De nombreuses mesures et recommandations sont formulées dans le cadre de ce plan. Les objectifs en lien avec l'activité de la déchetterie de Legé sont :

- **S'appuyer sur un maillage suffisamment dense de déchetteries publiques et professionnelles, avec :**
  - o l'ouverture des déchetteries publiques aux professionnels, particulièrement quand le territoire est dépourvu d'offre privée,
  - o la généralisation du contrôle des accès,
  - o la mise en place de nouveaux flux triés, dont le plâtre comme flux prioritaire,
  - o une harmonisation régionale des conditions d'accès des professionnels.
- **Améliorer la collecte et le tri des déchets dangereux diffus par :**
  - o la poursuite de l'information des ménages et des entreprises,
  - o la généralisation de l'accueil des déchets dangereux des professionnels en déchetteries publiques s'il n'existe pas de déchetteries professionnelles proches,
  - o la mise en place ou la poursuite d'opérations collectives par branche professionnelle ou par zone d'activités,
  - o l'exemplarité des administrations publiques dans la gestion des déchets dangereux

Le PRPGD fait le constat que SINOE ® recense 341 déchetteries publiques sur le territoire de la région en 2015. La région dispose d'un maillage plutôt dense de déchetteries avec 1 déchetterie pour 11 000 habitants en moyenne, pour 1 pour 14 200 au niveau national. Le plan identifie le réseau de déchetterie suivant à l'échelle de la région Pays de la Loire.

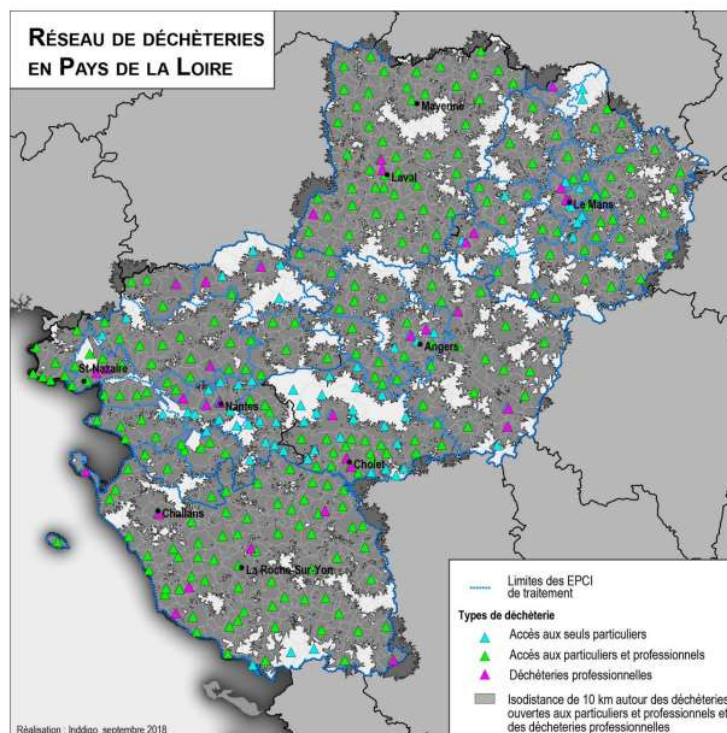


Figure 1 : Réseau de déchetterie en Pays de la Loire

Le PRPGD dresse des priorités d'actions portant sur les déchets occasionnels principalement collectés en déchetterie. Ces actions passent notamment par la modernisation du parc des déchetteries.

Le PRPGD précise que la modernisation du parc des déchetteries doit pouvoir répondre aux enjeux suivants :

- le développement du réemploi en déchetterie ;
- l'amélioration du tri en déchetterie et le développement de nouvelles filières de valorisation ;
- la communication pour accentuer la prévention et le tri.

Le PRPGD encourage donc à la modernisation du parc des déchetteries à l'échelle de la région afin d'augmenter le niveau de collecte en vue d'une valorisation matière des déchets ménagers et assimilés, d'augmenter la part du réemploi et d'améliorer l'organisation de la collecte en déchetterie des déchets d'activités économiques.

La déchetterie de la Montagne objet du présent dossier est existante et dans le cadre du projet fera l'objet d'une réhabilitation. En effet, cet équipement est aujourd'hui vétuste et présente une inadéquation aux usages (voies d'entrée et sortie non séparées, plateforme de haut de quai sous-dimensionnée, local agent trop petit), des non-conformités (DDM), auxquels s'ajoutent des problèmes de vandalisme, de dépôt sauvage, etc. La reconstruction de la déchetterie va permettre d'accueillir d'autres flux et d'augmenter le tri des déchets. Cette opération est donc en accord avec les objectifs du plan.

**A la lecture des objectifs et actions, le projet de reconstruction de la déchetterie de La Montagne est compatible avec les orientations du PRPGD Pays de la Loire en modernisant les outils existants.**

### 3 — Compatibilité avec le programme national de prévention des déchets

Constituant la 3<sup>e</sup> édition, le PNPD (Plan National de Prévention des Déchets) pour la période 2021-2027 actualise les mesures de planification de la prévention des déchets au regard des réformes engagées en matière d'économie circulaire depuis 2017 (Feuille de route économie circulaire d'avril 2018, Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire publiée le 10 février 2020).

Le plan national de prévention des déchets 2021 est articulé autour de 5 axes :

- 1) Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services ;
- 2) Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation ;
- 3) Développer le réemploi et la réutilisation ;
- 4) Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets ;
- 5) Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets

**La déchetterie s'insère dans les objectifs du Plan et répond notamment au 3<sup>ème</sup> axe du programme.**